



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU

K-Bicêtre

Kremlin-Bicêtre, le 12 décembre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Non à la loi Darmanin ! Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, arrive à l'Assemblée nationale ce lundi 11 décembre. La droite et l'extrême droite la voteront ? Ou la voteront pas ? Ils rivalisent en tout cas de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! L'Assemblée nationale adoptera-t-elle les propositions les plus abjectes ? Elle a en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.

La direction aurait pu économiser son argent !

A l'hôpital on utilise des thermomètres. Mais pas que ! Avec la société BVA, la direction de l'AP-HP a lancé un « baromètre social », une sorte de questionnaire à tous, pour savoir comment cela se passe au travail. En 2013, un même sondage, avec la société IPSOS, avait coûté 522 000 euros. Pas besoin de ce nouveau sondage pour savoir que la situation ne s'est pas améliorée en 10 ans ! On a toujours besoin de plus d'effectifs et de meilleurs salaires !

Pas touche à nos vacances

Avec l'arrivée des Jeux Olympiques, la direction de l'AP-HP veut que les collègues des services qui seront mobilisés posent leurs vacances avant fin novembre. Quant aux autres services, elle veut que ces congés soient fixés avant fin décembre. Pourtant la réglementation indique que ces congés doivent être posés chaque année avant la 31 mars...

La direction s'assoit sur la réglementation et se moque de nous ! Comme si c'était simple, surtout quand on vit en couple, de fixer autant à l'avance ses dates de congés d'été. L'AP-HP, une agence qui va faciliter les divorces ?

Externes, oui. Pigeons : NON

Finalement les Internes des hôpitaux toucheront, eux aussi, la revalorisation de leurs gardes hospitalières. Mais pour les Externes, rien n'est encore prévu. Pourtant, ils consacrent la moitié de leur temps d'étude à l'activité à l'hôpital. Pour beaucoup d'entre eux, la rémunération des gardes est une part importante de leurs revenus. Tout travail mérite salaire, aussi bien pour les Internes que pour les Externes hospitaliers.

Un bilan social qui n'a rien de social

L'AP-HP emploie beaucoup de monde, selon le bilan social qui vient de paraître. Mais entre 2021 et 2022, un peu plus de 500 emplois à temps plein ont disparu... Pour ceux qui restent, il y a moins de moins de collègues qui bénéficient du statut de fonctionnaires, au profit des contrats à durée indéterminée et déterminée (CDI et CDD). Ainsi le nombre de CDI a augmenté de 13,53 % et le nombre de CDD de 7,38 %.

Grève aux Urgences de la Pitié : ça paie

Mardi dernier, l'équipe de jour des Urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. La direction de l'hôpital, qui a sous-estimé la colère des collègues, n'avait même pas préparé le service minimum ni assigné les agents ! Les collègues ont marqué le coup et ils ont eu raison. Après un jour de grève, ils ont obtenu «l'affectation» de plus de personnels aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards d'ici à en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Bref, un début, et les collègues restent mobilisés pour tenir la direction à ses engagements, et remettre le couvert si nécessaire ! Étant donné le ras-le-bol

dans tous les services, et les autres grèves ne serait-ce qu'à l'AP-HP (comme en Réa à Tenon, ou encore aux cuisines de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif), la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble !

Faire craquer d'abord la direction

Partout il manque des collègues. Pas étonnant après cela que le nombre d'heures supplémentaires pour les collègues de catégorie A et B (essentiellement les personnels soignants) ait encore augmenté... Pour éviter la surcharge de travail et les burn out, nos collègues comme à Tenon en réanimation ou aux Urgences de la Salpêtrière réclament, entre autres choses des effectifs supplémentaires. Pour éviter des craquer au travail quand la surcharge de travail est trop forte, faisons craquer la direction en revendiquant des effectifs supplémentaires.

Question de choix !

L'hôpital Joffre-Dupuytren, à Draveil, en 2007 comptait 530 lits de SSR et SLD et 11 lits de soins palliatifs. En 2018, il ne restait que 178 lits de SLD dans un seul bâtiment. Avec la fermeture, c'est 200 00 euros par an que l'AP-HP versait en gardiennage et entre 500 000 et 700 000 euros ont été dépensés pour tout murer... L'AP-HP vient d'arriver à le vendre à un groupe immobilier qui a décidé d'en faire, entre autres choses, un hôtel 4 étoiles avec restaurant et Spa... Il faut dire que le site a 3 hectares de forêt. A la fin de vie des personnes âgées, l'AP-HP préfère la nouvelle vie du business

Une situation pas comique

La Comique Anne Roumanoff va organiser des Enchères Solidaires. Pour qui ? Pour les soignants. De l'argent en plus pour aménager les salles de repos avec des cafetières, des micro ondes, de la vaisselle etc. Comme si ce n'était pas là, une obligation des employeurs, pour nos métiers difficiles et souvent de nuit, de nous fournir un local bien aménagé pour nous reposer quelques instants... Si on a le temps, bien sûr, vu la charge de travail ! L'hôpital a besoin de la charité pour boucler ses fins de mois quand l'argent coule à flot pour l'armée et la police. C'est le contraire qu'il faudrait : **de l'argent pour la santé, pas pour les armées !**

On n'est pas des pions

Début 2021, le groupe privé Korian a repris l'hôpital public de Juvisy sur Orge. Par mail, les soignants de cet établissement ont appris que les Urgences allaient fermer en juin 2024 et qu'ils devraient aller travailler à l'hôpital de Longjumeau, distant de 10 kms ou trouver un poste ailleurs ! Pour justifier cette fermeture, L'ARS dit que le service n'est pas opérationnel, que Korian aurait du faire des travaux qu'ils n'ont pas faits etc. Les victimes c'est encore et le personnel et les habitants du secteur...

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartiantcapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartiantcapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti *Imp.Spé.NPA*